

ECONOMIE : Le libre choix de l'école profite surtout aux enfants

Date de parution: Vendredi 26 septembre 2008

Auteur: Susanne Bergius

L'invitée. Susanne Bergius, présidente de Lobby parents Vaud et vice-présidente de lobbyparents.ch.

Le choix de l'école pour tous a rallumé le débat scolaire. Entre interviews et articles, une certaine confusion brouille le contenu de l'initiative de lobbyparents.ch, notamment la différence fondamentale entre le chèque scolaire d'une part et la proposition de cette association d'autre part.

L'initiative constitutionnelle «Oui au choix de l'école pour tous!» prévoit la possibilité concrète pour tous de choisir entre les différents établissements de l'école publique ainsi qu'entre ceux-ci et les écoles privées reconnues. Afin de rendre ces dernières accessibles à tous les parents, l'Etat les finance avec un forfait par élève correspondant au coût moyen d'un élève à l'école publique. Pour être reconnues et bénéficier de ce financement, ces écoles doivent être ouvertes à tous et renoncer à un écolage supplémentaire facturé aux parents. L'initiative ne soutient donc pas les écoles élitistes et à but lucratif.

Contrairement à la proposition de lobbyparents.ch, le chèque scolaire prévoit une contribution de l'Etat versée à toute école privée, quelle que soit sa nature. Les parents doivent payer la différence si l'école est plus chère que le montant prévu par le chèque. L'accès reste donc conditionné aux moyens financiers d'une famille.

Lobbyparents.ch est une association reconnue d'intérêt public, indépendante de tout parti politique et neutre sur le plan confessionnel, représentant des parents et des enseignants de toutes les écoles. En demandant le choix de l'école pour tous, elle entend affirmer la responsabilité des parents dans l'éducation de leur enfant, promouvoir la responsabilisation des acteurs de l'éducation et garantir l'égalité des chances par l'accès pour tous à une offre pédagogique diversifiée. Sa devise est «Chaque enfant compte».

Avec l'initiative de lobbyparents.ch, le système scolaire se diversifie grâce d'une part à l'intégration des écoles reconnues particulièrement expérimentées avec des élèves aux besoins spécifiques et d'autre part à une concurrence régulée par l'Etat. Selon l'expérience faite dans différents pays qui connaissent le libre choix, 80 à 90% des parents continuent d'ailleurs à choisir l'école la plus proche. Ils profitent néanmoins de l'amélioration globale de la qualité du système de formation. Un établissement à succès attire les élèves et sert de modèle aux autres établissements, car ceux-ci se remettent en question ou ferment. Les critères du succès d'un établissement peuvent être de toute sorte: des méthodes pédagogiques adaptées aux profils des enfants, un enseignement bilingue, un accent mis sur les sciences naturelles, la convivialité, l'intégration d'«HarmoS» ou encore un plan d'études international.

Parents et enseignants sont souvent pris pour des ignorants ne sachant pas ce qui est bienfaisant pour leur enfant ou leur élève, tout juste bons à accepter la toute puissante autorité de l'administration.

Lobbyparents.ch propose que chacun soit reconnu dans son domaine de compétence: L'Etat définit les objectifs globaux à atteindre, accorde la reconnaissance aux écoles privées, exerce un contrôle sur l'atteinte des objectifs et finance l'enseignement pour tous les élèves dans les écoles publiques et reconnues. Les enseignants ont la liberté de choisir différentes manières d'atteindre les objectifs. Les parents choisissent l'école la plus adaptée à leur enfant.

Lobbyparents.ch se base sur des études sérieuses et sur des expériences concrètes. Sa proposition ne prévoit nullement un démantèlement de l'école publique et encore moins la privatisation de l'école. Au contraire, elle s'oriente vers un élargissement et une diversification de l'offre scolaire accessible à tous. La Constitution vaudoise prévoit pour chaque enfant le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit ainsi qu'un enseignement favorisant l'épanouissement de ses potentialités et son intégration sociale (cf. art. 36). La définition de l'école publique ne prévoit nulle part un modèle unique. Avec le libre choix peuvent coexister des établissements atteignant les mêmes buts par des chemins différents, tels qu'«EVM», «Ecole 2010», Montessori, Steiner, Freinet etc. Le monopole de l'enseignement public va même à l'encontre de la démocratie. Ainsi, au niveau du Grand Conseil vaudois, il n'existe même pas une commission permanente

pour la formation, laissant ainsi un pouvoir discrétionnaire aux mains d'une administration qui n'a de comptes à rendre à personne.

Actuellement il existe de fait une formation à deux vitesses, où seuls les élèves issus de familles favorisées peuvent accéder à l'école de leur choix: soit en déménageant vers un quartier plus huppé, soit en optant pour une école privée. Avec le libre choix de l'école pour tous proposé par lobbyparents.ch, les plus défavorisés jouiront de la même liberté. Pour rester attractifs, les établissements devront répondre aux besoins de la population locale où ils recrutent leurs élèves en grande majorité.

L'objectif n'est pas de «financer l'école publique ou privée», mais de savoir si l'on veut vraiment donner la chance à tous, enfants et enseignants, d'épanouir pleinement leur potentiel. Est-ce que l'on veut par exemple sortir de la situation actuelle où seul 7% d'élèves issus de familles socio-économiquement défavorisées arrivent au gymnase? Est-ce que l'on veut un pays compétitif où l'économie trouve des travailleurs compétents et créatifs? Non pas des travailleurs formatés sur un modèle unique, mais des gens capables de résoudre des problèmes complexes, en mettant à profit les différences des membres d'une équipe? Des personnes motivées à apprendre tout le long de leur vie puisque ce qui est enseigné aujourd'hui à l'école ne suffit plus pour une vie entière?

Est-ce que l'on préfère continuer à payer avec les fonds publics des redoublements, des mesures de soutien et des thérapies scolaires pour 50% d'élèves qui sortent du cadre prévu ainsi que pour 40% d'enseignants en «burn out»? L'échec scolaire, produit par le monopole inéquitable, pèse lourdement sur la société d'un point de vue humain et financier. Est-ce que l'on va continuer à payer les évaluations de qualité et les réformes onéreuses qui provoquent la résistance ou la lassitude des enseignants et des parents? Est-ce que l'on va s'entêter à supporter un enseignement à deux vitesses, où certains enfants restent enfermés dans un ghetto scolaire, social et économique?

Il s'agit d'abord de penser à l'enfant qui profitera pleinement d'un libre choix, propice à la qualité de l'enseignement et à une cohésion sociale forte.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch